

Discours du 31 mars de N. Sarkozy

Allocution de Monsieur Nicolas SARKOZY

Candidat à la Présidence de la République

à l'occasion de sa rencontre avec les représentants de la communauté Harkis (Samedi 31 mars 2007).

Mesdames et messieurs les Présidents d'associations, Mesdames et messieurs,

Permettez-moi de vous dire toute la fierté, le respect et l'émotion que j'éprouve à vous accueillir ici, au siège de campagne, vous qui avez servi sous le drapeau pendant la guerre d'Algérie, vous que l'on a pris l'habitude d'appeler les Harkis.

J'éprouve de la fierté et du respect, car c'est un rendez-vous avec l'honneur, avec des hommes qui se sont battus pour la France et pour ses idéaux. Oui, je suis fier que notre République compte dans ses rangs des femmes et des hommes de votre trempe. Citoyens français, vous l'êtes par le courage que vous avez montré dans la guerre d'Algérie, par le choix que vous avez fait en 1962 et par les épreuves que vous avez subies ensuite.

J'éprouve de l'émotion, car c'est aussi un rendez-vous avec notre histoire, avec ses pages les plus douloureuses, mal connues et souvent déformées. C'est un rendez-vous avec l'histoire d'hommes et de femmes qui ont souffert pour notre patrie, et auxquels nous devons respect et reconnaissance.

Je veux d'abord rendre hommage aux soldats que vous fûtes. A des soldats qui ont combattu avec vaillance et courage, aux côtés de l'armée française, contre la rébellion indépendantiste de 1954 à 1962. Harkis, Moghaznis, tirailleurs, spahis, membres des forces régulières ou des forces supplétives, des groupes mobiles de sécurité, des groupes d'autodéfense et des sections administratives spécialisées : vous êtes plus de 200.000 à avoir pris les armes pour la République et pour la France, pour défendre vos terres et pour protéger vos familles.

On vous désigne aujourd'hui sous le terme générique de Harkis, terme qui regroupe en fait une grande diversité de statuts administratifs et militaires. Mais votre point commun, c'est que vous êtes des combattants français qui avez toujours fait le choix de la France. Vous avez donné votre courage à la patrie. Vous avez payé le prix du sang avant ou, hélas, après les accords de cessez-le-feu du 19 mars 1962. Vous avez aussi vécu difficilement, mais avec dignité et courage, les épreuves terribles et les difficultés de l'implantation en France, pour ceux d'entre vous qui ont eu la chance d'être rapatriés après 1962. Pour beaucoup d'entre vous, parfois très jeunes, la guerre a été le premier des déchirements de la vie.

Je défendrai votre demande que soit reconnu aux Harkis victimes de la captivité, le titre de « prisonnier de guerre ».

Je demanderai votre demande que tous les anciens supplétifs, y compris en métropole, soient considérés comme des anciens combattants.

Vous méritez tous aujourd'hui de prendre votre place dans notre mémoire militaire, au sein des armées qui ont illustré notre drapeau. La nation a un devoir moral envers vous.

Je n'oublie pas ce que nous devons, avant la guerre d'Algérie, à tous ces combattants, Français musulmans, qui ont combattu pour leur pays, qui ont sauvé l'honneur du drapeau français sur tous les continents, dans les heures les plus tragiques de notre histoire. Ces héros anonymes ont contribué à la défense de la France au cours des deux dernières guerres mondiales. Je n'oublie pas les combats meurtriers autour de Monte Cassino, les lourdes pertes de la 1^{ère} armée française qui va ensuite libérer Toulon, Marseille, Lyon, Dijon, Belfort ainsi que les Vosges et l'Alsace, loin des feux des projecteurs et de la presse qui n'eurent d'yeux que pour la progression anglo-américaine de Normandie et la libération de Paris.

Vous, les Harkis, vous avez perpétué la mémoire de ces soldats, dans l'honneur et le dévouement.

Je salue l'initiative prise par le Président de la République voici maintenant six ans d'instaurer la journée du 25 septembre comme journée d'hommage national aux Harkis et anciens supplétifs. Désormais, chaque année, cet hommage est rendu sur tout le territoire de la République à ces anciens combattants. Je trouve remarquable et particulièrement mérité que, dans le calendrier de nos commémorations nationales, la seule journée dédiée à une unité combattante et non pas à une date le soit aux Harkis. Il est légitime et juste que les Harkis reçoivent l'hommage solennel et pérenne de la Nation par l'institution de cette journée nationale d'hommage. Tout comme il est légitime et juste que soit enfin dédiée une journée nationale aux « Morts pour la France » en Afrique du Nord, le 5 décembre, que cette journée soit aussi celle des victimes civiles et des familles de disparus. Il n'est pas question de revenir sur ces dates.

Je souhaite, également, la création rapide d'une Fondation pour la mémoire sur la guerre d'Algérie. Les Harkis y ont toute leur place, avec les autres rapatriés. Dirigée par vous et pour vous, cette fondation aura vocation à mettre en lumière vos histoires, vos cultures, vos richesses. Une Fondation qui puisse participer au financement d'événements, d'ouvrages, de films mais aussi à l'attribution de prix ou de bourses. Une fondation qui puisse promouvoir la population des anciens supplétifs et de leurs enfants. Une Fondation qui puisse poursuivre l'œuvre de mémoire engagée. Je puis vous assurer que les engagements financiers de l'Etat, et de ses partenaires, seront à la hauteur des enjeux.

Pour les Harkis et leurs familles, les accords d'Evian en mars 1962 ont marqué la fin des hostilités militaires, mais pas la fin des souffrances. D'autres épreuves, d'autres massacres sont venus s'ajouter aux peines endurées au cours de 8 années de guerre. Entre les accords d'Evian en mars et l'indépendance algérienne en juillet 1962, l'Algérie a vécu une période de semi-anarchie au cours de laquelle de nombreuses et barbares exactions furent commises contre les supposés ennemis de la patrie algérienne. Plusieurs milliers de Harkis ont été massacrés, au mépris des accords d'Evian.

Face à ces menaces et ces exactions, près d'un million de Français musulmans ont cherché à se placer sous la protection de l'armée française pour demander le rapatriement en métropole. En l'absence de plan d'évacuation ou, il faut le dire, de volonté politique, seuls 10% d'entre eux purent s'établir en France entre 1962 et 1968.

Le premier devoir, c'est la vérité. Je le dis : la France, en quittant le sol algérien, n'a pas su empêcher les massacres. Elle n'a pas su ou pu sauver ses enfants. Les Harkis ne sauraient demeurer les oubliés d'une histoire enfouie. Ils doivent désormais prendre toute leur place dans notre mémoire. Les anciens des forces supplétives, les Harkis et leurs familles, ont été les victimes d'une terrible tragédie. Les massacres commis en 1962, frappant les militaires comme les civils, les femmes comme les enfants, laisseront pour toujours l'empreinte irréparable de la barbarie.

Qu'ils soient tombés avant ou après le cessez-le-feu de mars 1962, nous devons à tous les Harkis et leurs familles l'hommage du souvenir. C'est pour la France une question de dignité et de fidélité. Ne laissons pas l'oubli recouvrir la mort et les douleurs du passé ! Ne sacrifions pas une nouvelle fois les Harkis !

Je comprends le sentiment d'abandon et d'injustice que vous avez pu éprouver. Et je partage votre amertume devant certaines attitudes et certains propos.

Si je suis élu, je veux reconnaître officiellement la responsabilité de la France dans l'abandon et le massacre de Harkis et d'autres milliers de "musulmans français" qui lui avaient fait confiance, afin que l'oubli ne les assassine pas une nouvelle fois.

Les questions de mémoire sont centrales mais le débat ne saurait se limiter à cette dimension. Je veux maintenant évoquer votre condition socio-économique.

Je connais les conditions terribles et les déchirements qui ont conduit à l'arrivée en France métropolitaine, après 1962, de femmes et d'hommes contraints à un exil forcé et douloureux parce qu'ils avaient choisi de se ranger au côté de la France. Vos familles ont vécu le déracinement. En faisant le choix de la France, elles ont quitté leur terre natale et leurs proches pour reconstruire leur vie en France et continuer à participer à l'histoire de notre pays.

Je sais l'accueil souvent indigne que vous avez reçu. La plupart d'entre vous ont vécu dans des situations de précarité et parfois d'extrême détresse, dans des camps de transit, dans des centres d'accueil, dans des hameaux de forestage : Bourg Lastic, Le Larzac, La Rye, Bias, Saint-Maurice l'Ardoise, Château Lascours et évidemment Rivesaltes. Les difficultés de l'accueil initial tenaient pour partie aux divisions d'une France profondément marquée par le conflit algérien, et qui n'était pas préparée à l'accueil des rapatriés.

Je sais aussi la longue période pendant laquelle vous n'avez pas bénéficié de mesures d'ensemble susceptibles d'améliorer les conditions de votre insertion au sein de la communauté nationale. Ce cumul de difficultés socio-économiques a évidemment eu des conséquences sur les générations suivantes.

Il faut aujourd'hui réparer les erreurs qui ont été commises. Personne ne peut plus contester les difficultés de vie dans ces camps. Les conséquences en sont encore visibles aujourd'hui. Les jeunes ont particulièrement souffert, victimes de l'installation trop précaire de leurs parents. Leur scolarité, leur formation se sont déroulées dans des conditions particulièrement difficiles, qui sont encore à l'origine de handicaps importants.

La communauté nationale a certes commencé à prendre en compte cette situation, notamment à travers les lois de 1987, 1994 et 2005. En prévoyant des régimes d'indemnisation, des allocations de reconnaissance et des aides diverses. En aidant les veuves des anciens combattants. En facilitant l'insertion sociale et professionnelle des enfants de Harkis. En favorisant aussi l'accès à la propriété, afin que les Harkis s'enracinent dans la patrie qu'ils ont contribué à défendre. Ces mesures ont permis d'améliorer la situation des rapatriés. De très nombreux enfants de Harkis ont réussi, j'en ai la preuve vivante devant moi aujourd'hui. Ils ont réussi par leurs efforts, ils ont réussi grâce à l'environnement familial et aux sacrifices consentis par leurs parents. Le rappeler, valoriser ces réussites et ces parfaites intégrations, ce n'est pas sous-estimer les difficultés que nombre d'entre vous rencontrent encore. C'est donner une image des Harkis et de leur famille qui soit une image digne et responsable de citoyens français qui rencontrent des épreuves mais qui savent y faire face. La France ne serait pas la France sans ses dizaines de milliers de travailleurs harkis, qui ont participé à notre croissance. Ces travailleurs sont aujourd'hui devenus des modèles de courage et d'intégration ; dans des conditions de vie parfois difficiles, ils sont parvenus, par leur travail et leur dévouement à la tâche, à forcer l'admiration de tous. Ils portaient simplement les valeurs de leurs villages kabyles, rifains, chenaoui, des Aurès et d'ailleurs : honnêteté, droiture, goût de l'effort, sens de la parole donnée. Je tiens aussi à saluer vos épouses qui, discrètement, ont su assurer les équilibres familiaux. De nombreuses difficultés demeurent, évidemment, tant le retard accumulé est important. Pour que nous progressions, plusieurs conditions sont indispensables. La principale d'entre elles, c'est l'implication de tous. L'implication des intéressés eux-mêmes bien évidemment. Il faut également une mobilisation des associations. Sans le réseau associatif, il me paraît évident que l'action ne pourra être conduite de façon efficace. Il faut enfin que les services de l'État reprennent l'initiative.

Vous avez été les victimes d'une double discrimination : discriminés parce que la France vous a mobilisé et vous a abandonné ; discriminés parce que vivre dans un camp n'offre pas les mêmes chances au départ de la vie. Si je suis élu, je m'engage à faire pour vous une discrimination positive, doublement positive, la discrimination positive « plus, plus ». Vous êtes, vous les enfants de Harkis, les premières personnes vers qui nous devons engager une politique de discrimination positive. Cela veut dire une politique individualisée de formation - des formations et concours spécifiques d'accès à l'emploi public doivent être organisés Je l'ai fait dans la police nationale. Je le ferai pour vous, et vous avant les autres.

- ▶ une politique individualisée d'accès à l'emploi - les meilleurs cabinets de placement privés doivent être mobilisés pour vous - une politique individualisée d'accès au logement
- ▶ une politique particulière d'accès aux fonctions et postes politiques - et je pourrai poursuivre longtemps.

Je suis convaincu que c'est avec vous que nous réussirons cette politique car vous avez été les premiers à démontrer votre attachement à la France.

* * *

Je ne peux achever mon propos sans évoquer l'Algérie, pays que je connais bien et dans lequel je me rends régulièrement à l'invitation de ses dirigeants.

L'Algérie et la France : deux destins communs. Et si, enfin, on regardait ensemble, des deux côtés de la Méditerranée, cette histoire partagée, source de tant de souffrances, pour vivre ensemble un peu mieux, s'aimer mieux, se comprendre plus ?

Vous, les Harkis, êtes au cœur de cette douloureuse relation franco-algérienne. Là-bas, on vous traite de traîtres ou de "collaborateurs". A tort : vous êtes simplement des Français ayant choisi de rester Français. Quoi de plus légitime et louable ?

Face à ce "passé qui ne passe pas", il faudra bien un jour regarder les choses en face, les décrire avec leurs ombres et leurs lumières. Il faudra bien un jour rendre hommage à toutes les victimes de cette "guerre sans nom", sur les deux rives, des victimes auxquelles on doit enfin donner des visages.

De 1830 à 1962, les deux histoires de la France et de l'Algérie ont été liées. La guerre fut une tragédie, avec son cortège de destructions, de souffrances. Avec ses innombrables victimes, ses familles déchirées, ses destins et ses rêves brisés. Avec l'exode douloureux. D'un côté comme de l'autre, sachons regarder ce passé en face. Reconnaître ses blessures, sa dimension tragique.

Accueillons ensemble les mémoires, toutes les mémoires. Respectons toutes les victimes de la guerre d'Algérie, toutes celles et ceux qui ont combattu dans la sincérité de leurs engagements. Celles et ceux qui n'ont pu voir se lever les jours de l'Indépendance, comme celles et ceux qui ont dû se résoudre à l'exil.

Personne ne peut plus défendre le système colonial : nous savons tous la profonde injustice qu'il faisait aux "indigènes" (code de l'indigénat, citoyens de plusieurs catégories). Mais nous savons aussi qu'il ne faut pas confondre ce système politique, condamnable, et l'action des personnes qui cohabitaient sur place, qui coexistaient de manière pacifique et humaine, dont le souvenir mérite le respect. Quant aux souffrances subies par tous, "indigènes" et Européens, nul ne peut les ignorer. Tous en ont été les victimes. Tous appellent notre compassion. Le travail de mémoire est douloureux pour chaque peuple, il ne faut pas le brusquer, il appelle à des efforts réciproques. Il faudra encore du temps pour parvenir peu à peu, dans le respect de l'histoire telle qu'elle a été, à des mémoires moins contrastées.

S'il ne faut pas oublier le passé, si nous avons un devoir de mémoire et de reconnaissance, je suis hostile à la repentance systématique. Il faut arrêter de demander à la France d'expié son passé, de demander aux enfants de se repentir des fautes des pères, de réécrire l'histoire avec les préjugés d'aujourd'hui, de nourrir la honte d'être Français au lieu de chercher les raisons d'en être fier. Privilégions ce qui nous unit, par le cœur et par la raison. Le premier de ces liens, c'est naturellement une extraordinaire richesse d'hommes et de femmes. Un Français sur six a un lien charnel avec l'Algérie, qu'il en soit originaire d'avant ou d'après l'Indépendance. Ce sont des millions de personnes. Première, deuxième, troisième générations de rapatriés ; première, deuxième, troisième générations d'immigrés. Je rêve de relations apaisées entre les deux rives de la Méditerranée. Les relations entre la France et l'Algérie sont si spéciales et si précieuses, tissées au fil des siècles. Elles sont une richesse inestimable pour nos pays et pour nos peuples.

J'ai proposé de bâtir une Union de la Méditerranée. Seul un rapprochement politique avec nos voisins méditerranéens peut nous permettre à la fois de tenter de résoudre les problèmes de sécurité et de promouvoir efficacement les libertés et le développement. Le rêve européen a besoin du rêve méditerranéen. Cette Union Méditerranéenne devra prendre en charge les questions de lutte contre le terrorisme, la gestion concertée des migrations, le développement économique et commercial, l'écologie et la promotion de l'Etat de droit.

Lors de mon déplacement à Alger en novembre dernier, j'ai évoqué la question de la libre-circulation pour les Harkis et leurs descendants, qu'il s'agisse des problèmes de visas, des demandes de transfert de dépouilles mortelles en Algérie ou des pressions exercées sur les descendants de Harkis pour qu'ils fassent leur service militaire et qu'ils adoptent la nationalité algérienne. Je veux continuer à travailler à l'amélioration des flux légaux de personnes dans les deux sens. Je souhaite que les familles installées des 2 côtés de la Méditerranée puissent se revoir régulièrement, à condition bien évidemment que cela se fasse de manière légale. Cela vaut aussi pour les Harkis, qui sont des Français à part entière. J'estime que les anciens combattants doivent pouvoir se rendre quand ils le souhaitent en Algérie, comme tous les autres Français. Si je suis élu, je m'attacherai à ce qu'aucune discrimination ne soit possible entre citoyens français sur ces questions de circulation.

Ces liens sont également ceux de l'Islam, la deuxième religion en France. Vous savez mon engagement en faveur d'un islam de France. L'Islam est aujourd'hui la deuxième religion de notre pays, nous devons donner aux Musulmans les moyens d'exercer leur culte dans des conditions décentes. Je considère aussi que quand, en France, on menace un Musulman, qu'il soit Berbère ou Arabe, c'est la République qu'on menace. L'Islamophobie ne s'explique pas, elle se combat ! Il n'y a rien de plus semblable à un antisémite qu'un islamophobe. Tous deux ont le même visage, celui de la bêtise et de la haine.

* * *

Aujourd'hui, le mot harki doit être un terme de fierté et de respect, un terme honoré par l'ensemble des citoyens français. Il doit l'être car il est porté par des citoyens français qui ont donné leur sang pour cela. Oui, être harki aujourd'hui c'est pouvoir dire : "Je suis Français par le choix et par le sang".

Je me réjouis que l'ensemble de nos concitoyens se montre de plus en plus sensible à votre histoire, aux tragédies qui ont marqué vos destins, aux difficultés que vous rencontrez. Chacun s'accorde aujourd'hui à reconnaître votre engagement, l'aide que vous avez apportée à la France et le devoir que la République garde envers vous.

Soyez rassurés et comptez sur moi ! Si je suis élu, je veillerai à ce que vos enfants et vous-mêmes ayez toute votre place dans notre communauté nationale. C'est un devoir républicain. La force d'une Nation tient d'abord à son unité, à une histoire partagée, à la solidarité qui l'anime. J'aurai le devoir d'agir pour que tous les Français, d'où qu'ils viennent, puissent se retrouver dans la République.

Je vous remercie.